Les féministes et leurs archives

Marine Rouch

▶ **To cite this version:**

Marine Rouch. Les féministes et leurs archives. Françoise Blum. Genre de l'archive. Constitution et transmission des mémoires militantes, CODHOS, 2017, 2-9517903-3-3. hal-01616971

HAL Id: hal-01616971
https://hal.science/hal-01616971

Submitted on 27 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Les féministes et leurs archives »

Par Marine Rouch, doctorante contractuelle à l'université de Toulouse Jean-Jaurès (FRAMESPA) et à l'université de Lille 3 (ALITHILA)

La version finale de cet article est publiée dans Françoise Blum (dir.), Le genre de l'archive. Constitution et transmission des mémoires militantes, *Paris, Codhos, 2017, p. 73-83.*

Il faut remonter à la toute fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle pour rencontrer un souci de mémoire chez les féministes. On assiste alors à des tentatives plus ou moins fructueuses pour créer et maintenir à flots des bibliothèques féministes dont la raison d'être était la conservation et la transmission des archives militantes. A l'origine, il y a la prise de conscience malheureuse que l'histoire ne retiendra pas d'elle-même les actions des mouvements minoritaires et de dominé.e.s. C'est au prisme de cette conscience d'un possible oubli qu'il faut d'ailleurs mesurer aujourd'hui la difficulté des entreprises passées et contemporaines. Les documents conservés devaient permettre de combler les lacunes de la mémoire.

Les premières « archivistes » féministes

Eliska Vincent face à l'indifférence des institutions culturelles

C'est la bibliothèque d'Eliska Vincent (1841-1914), abritée dans sa maison d'Asnières et dont on dit qu'elle contenait un « million de fiches et de dossiers »[1], qui fut la première initiative de regroupement d'archives féministes. Eliska Vincent est née dans une famille républicaine radicale. Son père fut d'ailleurs emprisonné pour son orientation politique au moment de la révolution de 1848[2]. Sa fille a commencé son activité militante en 1866 quand elle a rejoint la Société pour la Revendication des droits civils des Femmes[3]. Sa participation à la Commune lui valut d'échapper de peu à l'exécution en 1871. Elle défendit les droits des travailleuses, notamment par son implication dans le mouvement syndicaliste français. Mais c'est dans la revendication pour le suffrage féminin qu'elle se signala particulièrement : en 1888, elle

[1] Christine Bard, « Les gardiennes de la mémoire », *Bulletin Archives du féminisme*, n° 5, juin 2003. *URL : http://www.archivesdufeminisme.fr/ressources-en-ligne/articles-et-comptes-rendus/fonds-archives-bibliotheques-musees/bard-c-les-gardiennes-memoire/#r9*
[2] Helen Rappaport, *Encyclopedia of women social reformers,* Etats-Unis, ABC-CLIO, 2001, p. 725.
[3] Fondée par Léon Richer et Marie Deraisme en 1869.

fonda le petit mais influent groupe d'Asnières, L'Egalité[4]. Quand, la même année, Hubertine Auclert, qui en avait aussi assuré l'animation, suivit son mari pour quatre ans en Algérie, Eliska géra le groupe parisien[5]. Cette vie militante fut propice au recueil de documents contribuant à la construction d'une mémoire féministe. À sa mort en 1914, Eliska lègua sa bibliothèque au Musée social, crée en 1894, dans l'espoir que l'institution fonde un institut féministe. Le Musée refusa le fon, malgré l'intervention de Marguerite Durand et Maria Vénone, ses deux exécutrices testamentaires. En contrepartie y fut créée en 1916 une section d'études féminines[6]. Cette bibliothèque a donc malheureusement disparu sans laisser de traces.

Un cercle d'intéressées

Alors qu'Eliska tenta d'assurer la survie de son trésor, d'autres ne cherchèrent pas à transmettre le leur aux institutions publiques et s'occupèrent surtout de rassembler autour d'elles un cercle d'intéressées. En 1901, la journaliste Marguerite Belmant, se faisant appeler par son pseudonyme Marbel, fonda l'Union fraternelle des femmes, organisation militant pour le suffrage féminin. Pour garder mémoire de ces actions, Marbel constitua une véritable bibliothèque féministe dans sa demeure parisienne. Madame Chulliat, qui avait connu les milieux féministes par sa sœur Jane Misme, journaliste et créatrice de l'hebdomadaire féministe *La Française* en 1906 ainsi que militante à l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF) fondé en 1909, entreprit également de créer, en 1924, une bibliothèque féministe. Elle rassembla une documentation féminine et féministe de 3000 volumes au fond de la librairie parisienne de son mari, Paul Ducrocq. Faute de moyen, elle ne put continuer et dut fermer en 1936. Toutes deux entretenaient des bibliothèques ouvertes au public avec parfois, à l'instar de l'entreprise de Marbel, la possibilité de d'emprunter par correspondance ou bien, comme chez Madame Chulliat, de se réunir autour d'un thé ou d'assister à une conférence[7]. Ces bibliothèques disparurent corps et biens.

On ne peut ignorer non plus l'*Encyclopédie féministe* d'Hélène Brion (1882-1962) qui l'occupa toute sa vie et qui ne fut jamais publiée. Cette œuvre monumentale et inachevée est

[4] Il est plus tard absorbé par l'Union française pour le suffrage des femmes, créée en 1909. Eliska Vincent en fut la vice-présidente.
[5] Helen Rappaport, *Op. cit.*
[6] Françoise Blum, Janet Horne, « Féminisme et Musée Social : 1916-1939. La Section d'études féminines du Musée Social », *Vie sociale*, n° 8-9, août-septembre 1988.
[7] Christine Bard, *Op. cit.*

conservée à la Bibliothèque Marguerite Durand[8]. Sur des dizaines de cahiers, qu'elle prêtait volontiers, Hélène Brion consigna des notices biographiques de femmes exceptionnelles, des notes sur des évènements dont des femmes étaient les héroïnes, ou encore rassembla des cartes postales écrites par des femmes.

Deux « dépôts légaux officieux »[9]

D'autres entreprises connurent une destinée plus heureuse. Les féministes du début du XXe siècle savaient qu'elles pouvaient confier leurs archives à deux de leurs camarades : Marie-Louise Bouglé et Marguerite Durand.

La jeune Marie-Louise Bouglé (1883-1936) travaillait comme vendeuse la journée et suivait des cours du soir pour passer un diplôme de sténodactylo. C'est en assistant régulièrement à des Universités populaires qu'elle découvrit les associations féministes. Très vite, elle rejoignit le rang des militantes féministes et pacifistes des Jeunesses laïques et Républicaines et de l'Union pour le suffrage des Femmes dont elle prit la responsabilité de la documentation. Elle développa alors une véritable passion pour la conservation de la mémoire féminine et féministe, alimentée après la Première guerre mondiale par sa profonde déception face au retour des rôles traditionnels des femmes. Dans une interview, elle déclare : « La pensée que tous les efforts faits, que toutes les idées émises lors des congrès, n'étaient pas centralisés et risque dès lors d'être perdus pour l'avenir me désolait. Je résolus d'amasser tout ce qui concernait notamment l'activité féminine dans le temps présent. »[10]. C'est en 1926 qu'elle ouvrit sa bibliothèque au public, dans son petit appartement du 10^{e} arrondissement, après avoir rassemblé en deux ans près de 12 000 documents grâce une « liaison étroite avec tous les groupes féministes français et étrangers, faisant des échanges avec les bibliothèques, s'assurant le service de presse des principaux éditeurs. »[11]. Au fil des années, Marie-Louise Bouglé réussit à enrichir son fonds auprès de nombreuses féministes radicales : l'historienne Maïté Albistur, qui consacra sa thèse de doctorat sous la direction de Michelle Perrot, à l'inventaire et au classement des documents de Marie-Louise Bouglé[12], précise que la bibliothèque de la militante fonctionnait alors comme un « dépôt légal officieux »[13]. Après sa

[8] Colette Avrane, « Hélène Brion, une institutrice féministe », Bulletin *Archives du féminisme,* n°5, juin 2003.
[9] Christine Bard, *Op. cit.*
[10] *Minerva,* 1932. Cité par Maïté Albistur, « Une nouvelle demeure de Clio ou les archives Marie-Louise Bouglé », *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* 1985, vol. 1, n°1, p. 27-28.
[11] Maïté Albistur, *Ibid.,* p. 27.
[12] Maïté Albistur, *Inventaire des archives Marie Louise Bouglé, déposées à la Bibliothèque de la Ville de Paris (BHVP)*, avril 1982.
[13] Maïté Albistur, *Op. cit.,* p. 28.

mort prématurée en 1936, son mari, André Mariani, présida la Société des amis de la bibliothèque Marie-Louise Bouglé qui permit la consultation des documents pendant dix ans de plus. Après un refus de la Bibliothèque nationale de France, le fonds fut versé à la bibliothèque de la ville de Paris en 1946 où il est aujourd'hui consultable.

Il existe un autre dépôt légal officieux à la même époque, celui de Marguerite Durand (1864-1939). À l'âge de 17 ans, celle-ci quitta le domicile familial et devint actrice à la Comédie Française, situation qu'elle abandonna après son mariage avec le député radical Georges Laguerre en 1886[14]. Elle commença alors à côtoyer les cercles politiques et se lança dans le journalisme. En 1896, Marguerite Durand vécut sa première expérience du féminisme quand elle dut couvrir un Congrès international organisé par la Ligue Française pour le Droit des Femmes. L'année suivante, elle fonda *La Fronde*, journal féministe par et pour les femmes qui avait pour objectif d'élargir l'horizon de ses consœurs au-delà de la sphère privée. C'est au siège de son journal qu'elle constitua sa petite bibliothèque. En janvier 1932, le bulletin municipal officiel publia l'acte de naissance officiel de la bibliothèque Marguerite Durand : « cette bibliothèque offre un intérêt primordial par le caractère souvent unique des pièces qu'elle comporte pour l'étude et le développement du mouvement féministe »[15]. La ville de Paris accepta le don à la fin de la même année. Quelques 10 000 livres, des milliers de brochures, de manuscrits, de documents iconographiques, d'archives d'associations féministes et féminines etc., purent désormais être consultables au dernier étage de la mairie du 5^{e} arrondissement. Tout naturellement, c'est Marguerite Durand elle-même qui continua de gérer la bibliothèque jusqu'à sa mort en 1936, au milieu de son œuvre. La romancière Harlor, pseudonyme de Jeanne Clothilde Désirée Perro (1871-1981), qui assistait Durand, prit la suite. La bibliothèque ferma ses portes au début de l'Occupation en 1940, subit quelques pertes au passage et ne rouvrit qu'en 1970 au moment du renouveau féministe. Elle est aujourd'hui située dans le 13^{e} arrondissement, 79 rue Nationale, au dernier étage de la médiathèque Jean-Pierre Melville.

[14] Ils divorcèrent en 1891.
[15] Bulletin municipal officiel, 17 janvier 1932. Cité par Christine Bard, *Op. cit.*

Des travaux sur l'histoire des femmes et du féminisme rendus possibles

Ces pionnières de l'archivage féministe ont permis la réalisation des premiers travaux sur l'histoire des femmes et surtout du féminisme. Christine Bard précise que « dès son origine, l'histoire du féminisme s'inscrivit dans une perspective militante »[16].

Léon Abensour, membre de l'Union française pour le suffrage des femmes, publia ainsi une *Histoire générale du féminisme à nos jours* en 1921[17]. Quant à Marguerite Thibert, militante socialiste et féministe, elle soutint une thèse intitulée *Le féminisme et le socialisme français de 1830 à 1850* en 1926. Plus tard, Pierre Grimal, spécialiste de lettres classiques, publia entre 1964 et 1967 les quatre tomes de son *Histoire mondiale de la femme*[18]. La collection souffre d'essentialisme et d'un excès de juridisme. Néanmoins, elle témoigne d'un nouvel état d'esprit et d'une volonté de « prendre en compte la moitié quotidienne de l'humanité »[19]. Le renouveau féministe des années 1970 alla de pair avec celui de recherches militantes. Les militantes – et celles du MLF ne furent pas en reste – insistèrent sur la nécessité de connaître le passé pour construire l'avenir. Ainsi, en 1973, Michelle Perrot, accompagnée de Fabienne Bock et Pauline Schmitt-Pantel, intitula un premier séminaire à Paris-7 Jussieu « Les femmes ont-elles une histoire ? » en se basant sur l'absence supposée de sources disponibles pour parler des femmes puisque l'histoire avait toujours été faite par et pour les hommes. L'année suivante, Michelle Perrot et Françoise Basch créèrent le Groupe d'études féministes. 1973 encore, Yvonne Kniebiehler et Marcel Bernos fondèrent le Centre pluridisciplinaire d'études féminines de l'université de Provence (CEFUP) et ouvrirent en 1974 un DEUG sur la « condition féminine ». D'autres groupes suivirent comme le Centre lyonnais d'études féministes (1976) et le Groupe de recherches interdisciplinaires d'étude des femmes à Toulouse (1979). Le premier bilan historiographique remonte à l'année 1984, avec la publication des actes du colloque de Saint-Maximin sous le titre *Une histoire des femmes est-elle possible ?*[20]

Deux vastes chantiers contribuèrent à la fondation des études féministes : les femmes travailleuses avec l'histoire ouvrière et les femmes militantes avec l'histoire sociale, le tout dans une perspective marxiste. On se concentra alors sur les femmes les plus radicales et sur les périodes les plus révolutionnaires. Au début des années 1991, la monumentale *Histoire des*

[16] Christine Bard, « Introduction » *in* Christine Bard, Annie Metz et Valérie Neveu (dir.), *Guide des sources de l'histoire du féminisme,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Archives du féminisme, 2006.
[17] Léon Abensour, *Histoire générale du féminisme des origines à nos jours,* Paris, Delagrave, 1921.
[18] Pierre Grimal, *Histoire mondiale de la femme,* Paris, Librairie générale de France, 1965.
[19] Cité par Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes et du genre,* Lyon, ENS Editions, 2007, p. 44.
[20] Michelle Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Marseille, Rivages, 1984, 227p.

femmes en Occident, en cinq tomes, sous la direction de Georges Duby et Michelle Perrot, fit connaître ces thèmes au grand public tout en élargissant les problématiques[21].
L'histoire du féminisme ne fut pas en reste. Maïté Albistur et Daniel Armogathe publièrent d'ailleurs les premières synthèses : *Histoire du féminisme français du Moyen-Age à nos jours* en deux volumes et *Le Grief des femmes : anthologie des textes féministes*[22].

Initiatives contemporaines : collecte et transmission des sources

Centres d'archives

La bibliothèque Marguerite Durand reste la référence pour les chercheur.e.s en histoire des femmes et du féminisme. Ses collections comptent près de 45 000 livres et brochures dont les plus anciens datent du XVIIe siècle, sur les femmes et le féminisme. La bibliothèque possède aussi de nombreuses éditions originales d'œuvres littéraires écrites par des femmes, parmi lesquelles celles d'Olympe de Gouges et Flora Tristan. 1100 titres de périodiques féminins et féministes sont également consultables : *Le droit des femmes* (1869)*, La Citoyenne* (1881), *La Fronde* (1897-1905) mais aussi des titres plus rares tels que *La Spectatrice* (1728-1729) ou *La Femme libre* (1832-1834). On y trouve encore des dossiers documentaires sur divers thèmes, des lettres et manuscrits d'écrivaines, féministes, journalistes telles que Simone de Beauvoir, George Sand, Louise Michel ou encore Colette ; des fonds de personnalités comme Jane Misme, Cécile de Corlieu et Nelly Roussel. Les collections continuent de s'enrichir de tous les ouvrages qui paraissent sur ces sujets mais aussi de quelques fonds d'archives.
La BMD est la seule bibliothèque publique française spécialisée à collecter les archives sur les femmes et le féminisme. A partir des années 1970, quelques centres, disséminés sur le territoire national, pouvaient cependant prétendre à accueillir des documents à l'instar de la généraliste Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) où l'on trouve les archives personnelles de militantes féministes, des collections de journaux, des brochures ou encore des comptes-rendus de rencontres militantes. On peut par exemple y consulter le fonds Gabrielle Duchêne (1870-1954) qui participa à la fondation de la section française du Comité international des femmes pour une paix permanente. Depuis 2000, après une saisie par la Gestapo puis une récupération par l'armée soviétique à la fin de la guerre, les

[21] Georges Duby, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident,* 5 vols., Paris, Plon, 1990-1992.
[22] Maïté Albistur, Daniel Armogathe, *Histoire du féminisme français du Moyen-Age à nos jours,* 2 vols., Paris, Des femmes, 1977 ; *Le Grief des femmes : anthologie des textes féministes,* Paris, Hier et demain, 1978.

archives de la Ligue des Droits de l'homme fournissent de maigres mais néanmoins intéressantes informations sur sa Commission féministe. En 2000 toujours, Geneviève de Gaulle Anthonioz, déposa les archives de l'Association nationale des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance (ADIR) qu'elle présidait alors. Les témoignages des déportées, leurs photographies, leurs correspondances et autres écrits sont des éléments à intégrer à l'histoire des femmes et du féminisme. Les universitaires Liliane Kandel et Françoise Picq y ont également déposé leurs archives personnelles qui constituent un riche témoignage sur les luttes féministes des années 1970[23]. D'autres centres, plus spécialisés, comme le centre de documentation du Planning familial ou les Archives Recherches Cultures Lesbiennes ouvertes depuis 1983, permettent de faire l'histoire de ces institutions.

Ces centres continuent d'enrichir leurs collections d'archives privées et publiques. Mais la Bibliothèque Marguerite Durand ne peut plus remplir à elle-seule cette immense mission. Depuis 2000, elle peut orienter ses donateurs.trices vers le Centre d'Archives du Féminisme (CAF), abrité par la bibliothèque de l'université d'Angers et crée par l'association Archives du Féminisme. Il s'agit de collecter, classer – en partenariat avec la formation Histoire et métiers des archives de l'université d'Angers – et de mettre à disposition des chercheur.e.s les archives privées – issues de personnalités ou d'associations - relatives à l'histoire du féminisme, en collaboration étroite avec la Bibliothèque Marguerite Durand en ce qui concerne le choix de la localisation des fonds collectés par l'association. Les deux fonds les plus anciens sont celui de Cécile Brunschvicg (1877-1946) dont les archives avaient été saisies à son domicile en 1940, transférées à Berlin puis Moscou avant de revenir en France et que ses héritiers ne décident de les confier à Angers. Le second est celui du Conseil national des femmes françaises (CNFF), fondé en 1901 et encore en activité. Aujourd'hui, le CAF possède 36 fonds inventoriés[24] tels que le fonds du Mouvement pour la liberté de l'avortement (MLAC), des Chiennes de gardes, des Femmes Libres ou encore ceux de Benoîte Groult, Pierre Simon, Yvette Roudy et Florence Montreynaud. En parallèle, la BU d'Angers développe aussi un fonds documentaire sur les études féministes et de genre. Elle n'est d'ailleurs pas la seule puisque de nombreux centres de ressources se créent au sein de bibliothèques municipales et universitaires comme le Point G dans la bibliothèque municipale de Lyon, l'espace Egalité de genre dans la médiathèque Olympe de Gouge de Strasbourg ou

[23] Pour une présentation du contenu de ces fonds, voir Anne-Marie Pavillard, « BDIC : présentation » sur le site internet des Archives du féminisme. URL : http://www.archivesdufeminisme.fr/liens/bdic-presentation/

[24] Inventaires disponibles à cette adresse : http://bu.univ-angers.fr/inventaires_CAF

encore le centre de documentation Simone / SAGESSE dans la bibliothèque universitaire centrale de l'université de Toulouse Jean Jaurès.

Des guides à la recherche

L'histoire des femmes et du féminisme est aussi une histoire politique, culturelle et sociale et couvre donc de très nombreuses thématiques. Les sources pouvant contribuer à son écriture, on s'en doute, sont dispersées dans l'ensemble des centres d'archives (bibliothèques municipales, Archives départementales, municipales et nationales, etc.) et une centralisation est difficilement envisageable pour des raisons évidentes à la fois pratiques et éthiques. Christine Bard le rappelle, la transmission se fait aujourd'hui « dans un cadre universitaire grâce au développement (hélas encore très insuffisant) des études sur les femmes et le genre. »[25]. L'invisibilisation des sources, qui résulte de leur éparpillement, aurait de quoi décourager les chercheur.e.s. Mais deux entreprises sont à relever, qui ont eu à cœur d'encourager les recherches sur l'histoire du féminisme.

Au début des années 1980, Françoise Blum, Colette Chambelland et Michel Dreyfus ont entrepris la réalisation d'un guide des sources sur les mouvements de femmes entre 1919 et 1940. Publié en 1984, l'ouvrage qui s'intitule *Mouvements de femmes (1919-1940) : guide des sources documentaires*[26]*,* entend « préparer le travail pour l'élaborer [l'histoire des mouvements de femmes] »[27]. Ce sont les fonds de neuf bibliothèques et centres d'archives qui ont été explorés pour dresser une liste des documents relatifs à des mouvements ayant eu pour ambition la défense des droits des femmes. Les auteurs ont établi une typologie en sept temps afin de fournir aux chercheur.e.s un ensemble cohérent, à savoir le mouvement suffragiste, les organisations en lutte contre la guerre, les organisations féministes religieuses, les organisations professionnelles ou catégorielles, les organisations liées à un parti, les syndicats et les organisations qui échappent à toute classification (l'Union de pensée féminine et l'Union temporaire contre la prostitution réglementée par exemple).

Plus récemment[28], le *Guide des sources de l'histoire du féminisme*[29] a relevé le même défi mais s'est attaché à élargir à la fois les périodes concernées et la définition du féminisme. En

[25] Christine Bard, « Introduction », *Op. cit,* p. 10.

[26] Françoise Blum, Colette Chambelland, Michel Dreyfus, *Mouvements de femmes (1919-1940) : guide des sources documentaires,* Paris, CEDIAS – Musée Social, 1984.

[27] Françoise Blum, « Mouvements de femmes (1919-1940) : Guide des sources documentaires », *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* 1985, vol. 1, n°1, p. 20.

[28] Egalement en 2004, Françoise Thébaud (dir.*), Pas d'histoire sans elles. Ressources pour la recherche et l'enseignement en histoire des femmes et du genre*, Orléans, Association pour le développement des femmes du

effet, les sources consignées remontent à la Révolution de 1789 – « puisque la notion de droits de l'Homme est au fondement du féminisme moderne »[30] - jusqu'à nos jours. De même, certaines associations ne se réclamant pas explicitement du féminisme – précisons que le mot apparaît en français en 1872 sous la plume d'Alexandre Dumas fils qui défend l'assassinat d'une femme adultère par son mari – peuvent tout de même être considérées comme telles. C'est le cas de la Ligue des droits de l'homme. C'est aussi le cas des syndicats qui disposent de sections féminines, parfois désignées explicitement féministes. L'entreprise est immense : il a fallu entreprendre une vaste enquête (2000-2003) auprès des centres d'archives, des bibliothèques et des musées de la France entière. Ces derniers devaient répondre à un questionnaire établi par l'association, ayant pour objet de décrire les parties des fonds intéressant l'histoire des femmes et du féminisme. L'équipe reconnaît que le travail est à poursuivre, notamment au niveau des sources radiophoniques, mais il s'agit d'un outil précieux qui a contribué et continue encore à légitimer et construire ce champ de recherche.

Les archives féministes en danger ?

Nous l'avons dit, les archives des dominé.e.s, non « nobles » échappent généralement à la conservation. Ainsi, les sources pour l'histoire du féminisme sont majoritairement privées, qu'elles appartiennent à des personnes ou à des associations. Christine Bard pose le problème soulevé par la nature même de ces archives[31]. En premier lieu, on en a difficilement connaissance, et, en second lieu, la ou les propriétaires n'en autorisent pas nécessairement la consultation : « Garder le monopole de la consultation : telle est la tendance naturelle des organisations qui voudraient, en contrôlant l'accès à leurs archives, maîtriser leur image et acheter leur place sous le soleil de Clio. »[32]. C'est le problème auquel sont confronté.e.s de nombreu.x.ses chercheur.e.s. Lors d'une journée d'étude intitulée « Histoire et mémoires militantes : l'exemple du MLF »[33], la crainte d'une possible dépossession a été évoquée par les militantes lorsqu'il a été question de l'éventuel versement de leurs archives personnelles et de leur utilisation par les chercheur.e.s. Les questions fusaient ; toutes se demandaient si elles seraient encore propriétaires de leurs documents – les archives privées gardent ce statut après

genre Mnémosyne / CRDP de l'académie d'Orléans-Tours, 2004 ; Annick Tillier (dir.), *Des sources pour l'histoire des femmes. Guide*, Paris, BNF, 2004.

[29] Christine Bard, Annie Metz, Valérie Neveu (dir.), *Guide des sources de l'histoire du féminisme,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Archives du féminisme, 2006. L'association offre par ailleurs une version en ligne pour pouvoir accueillir d'éventuelles mises à jour : http://www.archivesdufeminisme.fr/GDS/

[30] Christine Bard, « Introduction », *Op cit.,* p. 11.

[31] Christine Bard, « Introduction », *Op cit.,* p. 13.

[32] *Ibid.*

[33] Organisée par Sylvie Chaperon et Justine Zeller, le 26 janvier 2015 à l'université de Toulouse Jean Jaurès.

avoir été confiées à des archives publiques[34] -, qui allait classer leurs papiers ; s'il n'y aurait pas le risque de voir émerger une contre-histoire… Il y a donc une grande méfiance de la part des militantes, plus particulièrement de la part de celles qui appartiennent à la génération MLF[35].

Il faut aussi composer avec le manque de place et de moyens des centres. La Bibliothèque Marguerite Durand n'échappe en rien à ces limites. En 2000, au retour du fonds Cécile Brunschvicg en France, la BMD manquait à la fois de place et de personnel. C'est donc à Angers qu'on orienta Olivier Baruch, l'arrière-petit-fils de Cécile Brunschvicg, qui cherchait un lieu d'accueil convenable. Aujourd'hui, la BMD accueille de petits fonds et le CAF reçoit les plus volumineux. Quant au contexte socio-politique actuel, il est loin d'être favorable. Des mouvements réactionnaires ont émergé depuis quelques années, faisant suite à une période de « féminisme d'état » qui, malgré ses limites et ses contradictions, avait tout de même permis de légitimer les recherches sur les femmes et le féminisme. Les études féministes peuvent néanmoins compter sur le dynamisme et la détermination de ses chercheur.e.s face à des forces contraires.

Les premières « archivistes féministes » ont laissé un héritage exploité à la fois dans les mouvements féministes contemporains et les milieux universitaires. Nous avons dressé ici un portrait des sources du féminisme encore en devenir qui laisse augurer de futurs enrichissements. Le travail d'inventaire et d'exploration est à poursuivre mais les jeunes chercheur.e.s peuvent aujourd'hui compter sur des associations telles qu'Archives du féminisme et son guide des sources.

[34] Christine Bard le précise (*Op. cit.,* p. 12) et renvoie à Françoise Heldesheimer, *Les archives privées. Le traitement des archives personnelles, familiales et associatives,* Paris, Christian, 1990.

[35] Christine Bard écrit que « les années "MLF" subissent une déformation inévitable lors de leur pétrification archivistique, ne serait-ce qu'en raison de la grande importance donnée alors à l'oral. ». *Ibid.*